

International

ÉQUATEUR : VICTOIRE DU PROGRESSISTE VOLTAIRE LENIN MORENO

Jean-Jacques Kourliandsky

28/04/2017

Suite au second tour de l'élection présidentielle équatorienne et la difficile victoire de Voltaire Lenin Moreno, candidat soutenu par le président sortant Rafael Correa, Jean-Jacques Kourliandsky, directeur de l'Observatoire de l'Amérique latine de la Fondation, analyse le déroulement du scrutin et les enjeux du nouveau mandat.

Avec 51,16% des suffrages exprimés, Boltaire/Voltaire Lenin Moreno, candidat de la formation progressiste Alianza Pais (Alliance Pays), l'a emporté sur Guillermo Lasso, qui portait les couleurs de la coalition de droite CREO-Suma. La confirmation de cette victoire à l'arraché a été communiquée de façon officielle le 18 avril 2017 par le Conseil national électoral. Les Équatoriens avaient bien voté le 2 avril précédent pour élire leur président et leurs députés mais il leur a fallu attendre le 18 avril pour obtenir la validation du vainqueur, poulain de Rafael Correa, le président sortant. Ce résultat n'est pas sorti des urnes sans douleurs. Beaucoup de questions, révélatrices d'incertitudes diverses, ont en effet accompagné le déroulement de la campagne électorale et les résultats du scrutin.

Les opposants à Voltaire Lenin Moreno ont contesté la transparence du vote et se sont fait entendre. Leurs cris d'orfraie, leurs mouvements de menton, ont trouvé un répondant similaire dans le camp d'en face. La campagne, en conclusion, n'a pas été un modèle de démocratie apaisée. Les coups bas, les mots qui blessent, les invectives, « dictateurs » faisant écho à « fascistes », l'ont mis au bord du dévissage constitutionnel. Mais les observateurs de l'OEA (Organisation des États américains) et de l'Unasur (Union des nations sud-américaines) n'ont rien vu de répréhensible le jour du vote. Voltaire Lenin Moreno a gagné d'une courte tête, avec un peu plus de 51% des suffrages exprimés. Serré, le résultat a été immédiatement contesté par l'opposant principal, Guillermo Lasso. Fallait-il et pouvait-il être procédé à un décompte de la totalité des bulletins émis et dépouillés ? C'était la demande du candidat battu mais Voltaire Moreno et Rafael Correa n'étaient pas d'accord. Pas plus d'ailleurs qu'un poids lourd de l'opposition locale, Jaime Nebot, en

délicatesse avec Lasso. Le tribunal compétent a décidé que les bulletins de 3865 bureaux de vote, représentant 11% des suffrages exprimés, seraient recomptés en présence d'observateurs de l'OEA et de l'Unasur. Résultat : aucune modification, à 0,1% près.

Voltaire Moreno a par ailleurs été la cible de critiques personnelles tout autant que politiques. Il a été victime en 1998 d'une agression qui l'a laissé handicapé à vie, les jambes paralysées, et a donc fait campagne dans un fauteuil adapté à son infirmité. Situation qui a été considérée par certains comme une incapacité à gouverner. Voltaire Moreno, selon ces critiques, n'aurait donc été qu'un candidat de paille, un pantin articulé par Rafael Correa, le président sortant. Personne ne peut pour l'instant répondre à ce genre d'arguments, éthiquement nauséabonds. En effet, Voltaire Moreno a été vice-président de 2007 à 2013 et est donc au fait de la marche de l'État. En 2013, Ban Ki-Moon, le secrétaire général des Nations unies, a considéré qu'il pouvait être un collaborateur efficace et en a fait son envoyé spécial sur le handicap. La campagne n'a pas permis, au contraire, de constater une quelconque défaillance. Voltaire Moreno a rempli son contrat de candidat, d'un bout à l'autre du pays.

Quoi que l'on pense de ces élections et du vainqueur, elles ont révélé deux éléments significatifs. Le premier, un désir de continuité exprimé par une petite, mais incontestable, majorité, le bilan social et institutionnel des dix années de la présidence Correa et de l'Alliance Pays ayant été jugé *in fine* positivement. Le pays avait traversé des années dramatiques au tournant du millénaire, l'économie s'était effondrée et plusieurs centaines de milliers d'Équatoriens avaient été contraints à l'exil économique, le tout sur fond de crise politique tragi-comique. Rafael Correa a su alors stabiliser le pays, assainir la vie politique et a pu mettre en chantier une réforme fiscale qui a permis à l'État d'investir et de doter le pays des routes et des infrastructures qui lui manquaient. Il a également amélioré de façon substantielle les politiques sociales. Ce qu'il a résumé dans la formule du « Buen Vivir » (le « bien vivre »).

Mais la victoire sur le fil signale un déficit. Le candidat d'Alliance Pays a perdu 17% des suffrages exprimés d'une présidentielle à l'autre. Comment comprendre qu'un banquier, ministre de l'Économie au tournant du millénaire, représentatif d'un désastre économique, social et politique, ait pu obtenir 48,84% des voix ? Le style Correa, à l'emporte-pièce, volontiers agressif, est souvent signalé comme l'un des facteurs ayant polarisé les débats à l'excès et réduit les bases d'adhésion. L'une des premières initiatives de Voltaire Moreno est révélatrice. Il a, dès le 12 avril, invité au dialogue les mouvements sociaux, écologistes, afro-équatoriens et indigènes. La CONAIE (Confédération des nationalités indigènes d'Équateur) avait en effet, au fil des années Correa, pris une distance croissante avec le pouvoir.

Pourtant l'érosion révélée par le résultat n'est pas une simple affaire d'homme et de discours. L'Équateur est en effet bousculé dans ses fondamentaux par la mévente du pétrole, socle de ses ressources et des revenus de l'État. L'Équateur, comme d'autres pays d'Amérique latine, subit de plein fouet la mévente des matières premières. Afin de remédier à cette situation et de maintenir les revenus de l'État et les politiques sociales, le gouvernement a levé les interdictions écologiques et ouvert tous azimuts la recherche de nouveaux champs de prospection. Ce faisant, il a non seulement rompu avec d'ambitieux projets, comme celui de préserver le parc national Yasuni-ITT, mais il est également entré en conflit avec les peuples autochtones résidant dans les régions affectées. Au-delà d'une réalité porteuse de contradictions politiques, c'est la question du modèle de développement qui est posée. Le socialisme comme le libéralisme « extractivistes » ont de 2000 à 2010 prospéré de l'Équateur au Venezuela en passant par le Chili et le Mexique. La fourmi chinoise ayant réduit sa demande en produits primaires, les cigales latino-américaines sont aujourd'hui victimes d'une bise économique, sociale et finalement politique. Les prévisions du Fonds monétaire international pour 2017 restent préoccupantes. La croissance cette année encore devrait être négative. Le défi posé au gouvernement de Voltaire Moreno est celui de la diversification de l'économie et de la valorisation des produits primaires, seuls garants de la durabilité des modèles politiques. Et donc en Équateur de la « Révolution citoyenne » et de son « bien vivre ».